

**LES ASPECTS SOCIO-ANTHROPOLOGIQUES
DU DYSFONCTIONNEMENT DES GROUPEMENTS
VILLAGEOIS (G. V.) :**

Le cas de ceux de la province de la bougouriba

PODA Nayiré Evariste*

RESUME

Les Groupements Villageois (G.V.) structures de relais entre l'ex. O.R.D. et les agriculteurs ont suscité beaucoup d'espoir à leur création : vulgarisation de techniques culturales modernes, amélioration des conditions de travail, meilleurs rendements en perspective, développement de la solidarité organique puis élargie, etc. Mais très vite, ce grand espoir s'est mué en réticence, puis en déception et enfin en "débâcle" pour beaucoup de membres. La recherche des raisons de cet effondrement révèle plusieurs causes politiques, socio-culturelles et de gestion. Les plus importantes demeurent incontestablement celles dites socio-culturelles (ou socio-anthropologiques) et consistent principalement en l'inadaptation de ces Groupements Villageois aux réalités socio-culturelles de leur milieu d'implantation d'où leur caractère excroissant.

MOTS CLES : dysfonctionnement - échec - O.R.D. - crise fonctionnelles et structurelle - milieu.

**SOCIO-ANTHROPOLOGICAL ASPECTS OF VILLAGE PRODUCERS' GROUPS
THE EXAMPLE OF THE BOUGOURIBA PROVINCE**

ABSTRACT

Village Groups are intermediary bodies between the former Regional Development Organs and farmers. They made people hopeful in the beginning for the following reasons : development of farming techniques reinforcement of organic solidarity, etc.

But, too early, the hope slackened and transformed into disappointment among many members. The reasons of the "collapse" are several : political, socio-cultural and managerial. The main causes are those we call socio-cultural (or socio-anthropological).

They consist in the maladjustment of the so-called village groups to the socio-cultural realities of their place of settlement. so, They simply became like excrescent organs.

KEY-WORDS : malfunction - failure - regional development (O.R.D./R.D.O.) - crisis functional and structural - place.

* *Attaché de Recherches à l'IRSSH/CNRST
03 B.P. 7047 OUAGADOUGOU 03 - Burkina Faso*

INTRODUCTION

«Il est devenu courant d'affirmer que les campagnes du Tiers-monde sont des cimetières d'expériences coopératives» (HAUBERT, 1991). Si l'image fait sourire, elle traduit cependant une réalité brûlante : celle d'une vertigineuse spirale des échecs des politiques de développement, notamment rural. Le Burkina Faso en a fait et continue peut-être d'en faire l'expérience. L'échec en effet de la culture attelée au Yatenga¹ n'est qu'une illustration parmi tant d'autres que fournit l'histoire de politique générale ou sectorielle de développement de ce pays ; et le «dysfonctionnement» prétendu - que d'aucuns qualifient trop hâtivement sans doute "d'échec"- des groupements villageois de la province de la Bougouriba risque de donner en la matière l'impression d'une loi des séries. Pourtant rien apparemment ne pouvait laisser présager le moindre doute quant au succès de ces groupements. Mieux, deux raisons essentielles justifiaient objectivement les espoirs que suscitait la création de cette structure.

1°) Le mérite des hommes : une population d'agriculteurs courageux et travailleurs à l'instar d'ailleurs de l'ensemble de celle du pays tout entier.

2°) Deux privilèges de la nature : des sols riches et une pluviométrie relativement abondante.

Comment alors avec des conditions de succès si évidentes en est-on arrivé à parler de «dysfonctionnement» voire «d'échec» ? Ici réside un paradoxe dont il faut chercher les causes.

BREVE PRESENTATION DE LA PROVINCE DE LA BOUGOURIBA

La province de la Bougouriba s'étend au Sud-Ouest du Burkina Faso sur 8 130 km². Elle est limitée au Nord par la province du Mouhoun, au Sud par celle du Poni, au Sud-Est par la République du Ghana, à l'Est par la province de la Sissili et à l'Ouest par celle du Houet.

Elle comprend 11 départements administratifs qui gèrent 220 villages. Sa population relativement composite est estimée à 220.895 habitants dont 90 % sont des agriculteurs. Bien que reconnue comme l'une des régions les mieux arrosées du pays, la province de la Bougouriba n'échappe pas aux caprices de la nature telle la mauvaise répartition dans le temps des pluies, hypothéquant de ce fait les récoltes et occasionnant par voie de conséquence de sévères périodes de soudure (périodes flottantes se situant entre l'épuisement de la dernière récolte et l'engrangement de la suivante. Elles vont généralement de juin à août).

Quelques statistiques de la production céréalière fournies par le ministère de l'agriculture et de l'élevage révèlent et confirment des potentialités agricoles indéniables. Comment alors comprendre qu'une structure comme le groupement villageois dont une des missions consiste à valoriser au maximum ces potentialités connaisse des dysfonctionnements au point qu'on parle d'échec ? Nous retrouvons encore ici le même paradoxe dont l'explication et la compréhension nécessitent des précautions méthodologiques préalables.

(1) *"Les leçons d'un échec : la culture attelée en pays mossi Haute-Volta"* de Gérard REMY. Cette étude très saisissante illustre bien l'interminable spirale des échecs des politiques de développement.

Que faut-il entendre par «dysfonctionnement» ? par «échec» ?

Par «dysfonctionnement» nous entendons un mauvais fonctionnement dû à des pesanteurs socio-culturelles souvent inhibitrices. Celles-ci rendent la structure «assynergique». C'est-à-dire qu'elles empêchent un «embrayage» harmonieux des différentes composantes de la structure d'où une désarticulation.

Lorsque ce dysfonctionnement n'est pas corrigé par une harmonisation, une adaptation de ses attributions aux exigences du contexte socio-culturel de son milieu d'implantation, cette structure ne peut porter fruit, c'est-à-dire ne peut atteindre les objectifs qui lui sont assignés : il y a alors «échec». Mais par rapport à quoi plus précisément peut-on parler d'échec ? Deux données essentielles permettent de répondre à cette interrogation :

- 1°) Le taux d'implantation des G. V. (comme critère de détermination du degré d'intérêt porté à la structure).
- 2°) L'évaluation des activités programmées (comme critère d'appréciation du taux de succès ou d'échec).

Ainsi par rapport au taux d'implantation, les statistiques sont éloquentes. En effet au plan global, la province de la Bougouriba compte 220 villages. Ceux-ci sont couverts par 300 G. V. soit un taux d'implantation de 136 %.

Au plan villageois, un échantillon de 80 villages repartis dans trois départements donne les taux de couverture suivants :

Département de GUEGUERE : 31 villages pour 15 G.V. agréés + 11 en voie de l'être + 3 G.V. féminins + 1 groupement de maraîchers + une union départementale. Soit 31 G.V. toutes natures confondues. Taux de couverture = 100 %.

Département de DANO : 32 villages pour 44 G.V. hommes + 7 groupements féminins + 6 groupements de jeunes agriculteurs + 1 groupement d'éleveurs + 1 coopérative d'épargne et de crédit (COOPEC) : soit 59 G.V. Taux de couverture = 187 %.

Département de KOPER : 17 villages pour 19 G.V. hommes agréés + 1 en voie de l'être + 3 groupements villageois féminins + 1 groupement d'artisans + 1 groupement de jeunes agriculteurs + 1 COOPEC. Soit 26 G.V. Taux d'implantation = 152 %².

Conclusion partielle : Ces chiffres nous permettent de constater un fait : la bonne implantation des G.V. De ce point de vue il est difficile de parler objectivement d'échec. Mais cette implantation massive des G.V. suscite néanmoins deux sérieuses inquiétudes :

1°) Cette couverture n'est-elle pas trop théorique vu que chaque localité est pratiquement couverte à 100 % au moins ? Si c'était le cas, quel en est alors l'intérêt ?

(2) Calculs faits à partir de données obtenues auprès de l'OM.R. (Organisation du Monde Rural) Zone Dano le 8 novembre 1991.

2') Si cette implantation massive n'est pas trop théorique, n'est-elle pas au fond l'indice de réelles difficultés d'articulation, d'assimilation et d'intégration des pesanteurs sociales, culturelles, coutumières à telle enseigne que chaque entité crée son G.V. ? Ainsi, le succès apparent de ce volet pourrait cacher de sérieux problèmes. Il est donc nécessaire de le considérer avec prudence.

Au regard des objectifs inscrits au programme

Les objectifs principaux des G.V. à leur création se résumaient à l'obtention des intrants, à «se grouper solidairement dans le but de contracter des emprunts à court et moyen terme» (PEBAYLE, 1968). Le G.V. comme structure, jouait ainsi un rôle bien modeste de relais dans la distribution. De nos jours, l'ambition a grandi et les G.V. se fixent pour objectifs selon le chef de zone «la formation de l'homme tout entier» énoncé synthétique des différentes attributions spécifiées à l'article 4 de la Zatu AN VII³, 0055 portant statut général des groupements pré-coopératifs. Et par ce vaste programme, il faut entendre :

- Créer au sein des groupements l'entente et au-delà (du cadre étriqué de cette structure)⁴ créer l'entente dans tout le village
- Favoriser la prise en charge des problèmes du village par les villageois eux-mêmes.
- Favoriser l'esprit de vie communautaire, la solidarité en créant des occasions : champs collectifs, marchés auto-gérés, banques de céréales etc.

Quel bilan peut-on en faire ?

Pour avoir une idée de ce que peut être un tel bilan, nous avons isolé le département qui compte le plus grand nombre de G.V. c'est-à-dire le département de Dano. Et selon le responsable de zone, 5 G.V. auraient "atteint" ces objectifs (Dano-Péri, Sarba, Danzour, Yergaan, Lofing). Le taux de succès serait alors de 08,47 % par rapport à l'ensemble des G.V. toutes natures confondues du département et de 11,36 % par rapport à l'ensemble des G.V. hommes reconnus du département. Dans les autres localités sus-indiquées, le taux de succès se révèle encore plus bas et il se pose même une grande difficulté de mobilisation des membres. Par ailleurs, selon certains responsables de la zone, le succès de l'ensemble des G.V. au plan provincial peut s'apprécier de la manière suivante : 35 % de G.V. fonctionnent bien. 25 % ne fonctionnent pas et 40 %⁵ sont écartelés entre plusieurs difficultés.

(3) Une Zatu est une loi. Ce terme a été introduit dans le lexique juridique du Burkina Faso sous la période révolutionnaire.

(4) Souligné par nous.

(5) Il est difficile de quantifier de manière objective le succès d'une entreprise telle que le G.V. Nous avons cependant fait ces calculs juste pour donner une idée de ce que peut être le succès ou l'échec en normes de grandeur non exactes. Nous ne perdons donc pas de vue leur caractère d'approximation.

Ces résultats nous amènent à la seconde conclusion partielle suivante : On ne peut objectivement pas parler d'échec en tant que tel même si les pourcentages paraissent se situer en deçà des attentes. On ne peut pas puisque des G.V. atteignent ces objectifs fixés par des investissements et des réalisations d'oeuvres sociales communautaires conformément à l'esprit de leur statut général : forages de puits, marchés auto-gérés etc.

Mais si nous rejetons cette idée d'échec, force est en revanche de reconnaître que les G.V. connaissent des difficultés complexes et connexes visiblement moins techniques que sociologiques. Comment en est-on arrivé là ? Comment expliquer la persistance de ce genre de problème au moment où cette structure devait fonctionner au maximum étant donné les raisons-privilèges qui auguraient un succès inévitable et dont nous avons fait mention plus haut ?

C'est cette question posée en rapport avec la nature plus sociologique que technique ou politique des difficultés de fonctionnement qui nous incite et nous oriente vers un diagnostic socio-anthropologique de ce malaise. La méthode d'un tel diagnostic a l'avantage de ne pas se limiter à ce qu'on pourrait appeler "causes apparentes" du dysfonctionnement mais de chercher en profondeur celles que nous qualifierions de causes «crypto-institutionnelles» en réexaminant les rapports initiaux du «sujet» et du «greffon» que constituent respectivement le milieu traditionnel dagara, milieu d'implantation et le groupement villageois (G.V.), structure étrangère.

ESSAI DE DIAGNOSTIC DES CAUSES PROFONDES D'UN DYSFONCTIONNEMENT

Jusqu'ici l'attention (aussi bien des acteurs que des concepteurs) est à tort ou à raison focalisée sur les causes qui s'offrent immédiatement à nous notamment sur les rapports orageux qu'ont entretenus ces deux structures d'encadrement : l'ORD⁶ organisme de tutelle et le G.V. structure de relais.

Mais, même aggravées par des phénomènes socio-politiques intercurrents: récupération politique, caporalisation dans la désignation des responsables, gestion autocratique sous la période révolutionnaire, qui forment l'ensemble de ce que nous appelons "causes apparentes" il est peu probable, que ces secousses apparentes puissent à elles seules engendrer un dysfonctionnement aussi profond : d'où la formulation d'une hypothèse dont la vérification devrait nous permettre de déceler s'il en existe, ce que nous avons appelé "causes crypto-institutionnelles" c'est-à-dire des causes issues (mais non apparentes) d'une mauvaise articulation de ces deux structures.

HYPOTHESE

Les groupements villageois (G.V.) ne sont pas acceptés ni implantés comme il se devait dans les milieux paysans de la province de la Bougouriba, et ceux qui existent ont dû être créés sur la base de considérations autres que la conviction. Ce qui nous convainc que la crise qui les secoue n'est pas

(6) O.R.D. : *Organisme Régional de Développement. Celui de la province de la Bougouriba a été créé par le décret 71/149/PM/AGRI/EL du 02/09/1971. Le démarrage selon Poda n'a été effectif qu'en 1974.*

C.R.P.A. : *Centre Régional de la Promotion Agro-Pastorale. Les C.R.P.A. sont fonctionnels depuis 1989.*

seulement fonctionnelle c'est-à-dire ne résulte pas seulement d'une dysharmonie liée à leurs articulations organiques d'unités d'encadrement et de production, mais elle est surtout structurelle. Cela signifie que les G.V. eux-mêmes comportent dans leur conception et leur mise en fonctionnement en tant qu'unités ou cadres organiques, des insuffisances "originelles" sérieuses résultant soit d'une profonde méconnaissance, soit d'une non-prise en compte, soit d'une prise en compte insuffisante des réalités socio-culturelles de leurs milieux d'implantation.

VERIFICATION

Vérification théorique

Cette hypothèse peut se vérifier théoriquement en reprenant les résultats du tableau de sondage d'opinion dressé par PODA Augustin aux fins de connaître l'opinion des villageois quant à la création de la structure G.V. et ce, selon des variables précises. (cf. tableau I).

TABLEAU I : Position des interviewés par rapport à la création des groupements villageois (G.V.)

Réponses âges	OUI 00		NON 01		NE SAIS PAS		02 TOTAL	
	V A	V R	V A	V R	V A	V R	V A	V R
15 - 25	17	56,66%	8	26,66%	5	16,66%	30	99,98%
25 - 35	23	46%	11	22%	16	32%	50	100%
35 - 45	8	32%	15	60%	2	80%	25	100%
45 ans et plus	3	27%	7	63,63%	1	9,09%	11	99,99%
TOTAL	51	43,96%	41	35,34%	24	20,68%	116	99,98%

Source : PODA (Augustin) : op. cit.

Comme on peut le constater, le tableau révèle que le pourcentage le plus élevé concerne l'opposition à la création des G.V. (63,63 %). Il émane de la tranche d'âge de 45 ans et plus, donc de celle des "vieux" ou notables. Imbus d'expérience, ils connaissent parfaitement les conditions de succès d'une structure telle que le G.V. dans des milieux complexes comme ceux des paysans très attachés à leur tradition. Sur cette base et sur cette base seule, nous concluons (pour le moment) que les G.V. ne sont pas acceptés et donc ne sont pas implantés comme il se doit dans les milieux qui leur étaient destinés, puisque les tenants de ces milieux sont opposés à leur création. Mais cette conclusion, même provisoire ne risque-t-elle pas d'être ébranlée par une sérieuse objection ?

Objection sérieuse possible

S'il est vrai que le pourcentage d'opposition à la création de cette structure est élevé (63,63 %), l'expression massive d'approbation à sa création se montre tout aussi indéniable (56,66 %) chez les jeunes de 15 à 25 ans ; expression donc des forces vives capables par leur investissement de

mettre en valeur de vastes champs. Nous voilà dans une situation où il est difficile de trancher de façon unilatérale même si la différence (6,97 %) le permet d'un point de vue statistique. Au-delà de cette possibilité, une hypothèse interne départagera.

- Hypothèse interne

L'expression massive d'approbation des jeunes de 15 à 25 ans ne traduit pas d'emblée uniquement la claire et nette conscience de l'utilité du G.V. en tant que structure organique d'encadrement. Cette approbation massive est motivée par d'autres raisons ou vise d'autres objectifs.

- Vérification de l'hypothèse interne

Le contexte socio-politique et culturel dans lequel s'effectue le sondage autorise à prendre au sérieux cette hypothèse interne. De ce point de vue deux raisons essentielles la vérifient.

- Raison psychologique : un certain penchant naturel à se retrouver

Les jeunes aiment naturellement se retrouver entre eux pour diverses raisons. Or, dans les campagnes, les occasions de rencontres ne sont pas aussi fréquentes à cause de la multitude des tâches sous lesquelles ils ploient quotidiennement. La création des G.V. leur offre par conséquent d'excellentes raisons ou de sérieux prétextes de se retrouver entre eux, du moins de se soustraire momentanément aux exigences d'un environnement qu'ils jugent de plus en plus contraignant.

- Le contexte socio-politique du moment : facteur de cette expression massive

Les enquêtes se menaient à un moment d'effervescence révolutionnaire caractérisée par des débats politiques et idéologiques à travers tout le pays (foulant bien souvent aux pieds l'objectivité et l'orthodoxie que cela requiert). La création des G.V. apparaît encore ici à ces jeunes comme d'excellents cadres d'expériences de débats politiques et idéologiques même s'ils n'en ont vraiment pas les outils théoriques requis. A partir donc de ces deux raisons, nous estimons que l'expression massive des jeunes en faveur de la création des G.V. procède moins d'une profonde conviction à la rentabilité desdites structures que de simples prétextes. L'analyse qui suit atteste que malgré l'approbation massive des jeunes et sur laquelle les autorités politiques ont dû s'appuyer pour ordonner leur création, ces G.V. ne paraissent pas se fonder sur les réalités du milieu dans lequel ils ont été implantés.

VERIFICATION PRATIQUE DE L'HYPOTHESE : MECONNAISSANCE NON PRISE EN COMPTE OU PRISE EN COMPTE INSUFFISANTE DES REALITES SOCIO-CULTURELLES DE LEURS MILIEUX D'IMPLANTATION

- Le G.V. : une structure "greffée"

L'une des causes (non apparentes) de la crise structurelle est que les G.V. apparaissent comme des "greffets". En effet, avant leur "implantation" dans les milieux paysans, il existait et existe encore des associations très dynamiques d'agriculteurs aux dénominations diverses (K : taa⁷ = entraide) et soucieuses de respecter les us et coutumes des milieux. Mais, lorsque l'ORD a fait

(7) Ko : = Cultiver labourer

taa = désinence qui marque la réciprocité

ko : taa = se cultiver mutuellement (les champs)

miroiter les avantages liés à la formation des G.V., certaines d'entre elles ; tout en fonctionnant sous leur ancien mode ont revêtu juridiquement le cachet de G.V. d'où le rapide dysfonctionnement. Manifestement, il y a rejet du "greffon" par le "sujet".

- Des conditions d'adhésion qui contiennent des motifs réels de désertion

L'adhésion aux G.V. est libre et individuelle. L'âge requis est de 18 ans. L'adhérent doit s'acquitter d'une cotisation de 500 F⁸. Ainsi se résument les grandes lignes des conditions d'adhésion au G.V. La méconnaissance des réalités socio-culturelles dont ont fait preuve les promoteurs des G.V. se dénote à trois niveaux essentiellement.

- La liberté prônée dans la production : une revendication implicite contraire à la philosophie communautaire du milieu

Dans les sociétés traditionnelles Dagara, tout au moins, cette attitude est contraire à une certaine tradition communautaire qui veut que les champs soient collectifs, que chaque membre de la famille s'y investisse et que la gestion équitable en soit confiée aux aînés. En stipulant expressément que "l'adhésion est libre et individuelle", l'on signifie que le travail est également libre et individuel, que la récolte appartient à l'individu et par conséquent la gestion et la consommation relèvent de son seul et unique ressort. Cette stipulation représente pour les 63,63 % des "vieux" hostiles aux G.V. un scandale intolérable parce que ces G.V. à leurs yeux introduisent, l'individualisme, occasionnent le détournement et la profanation de l'outil sacré qu'est le "kukur" (daba) qui n'appartient jamais à un individu mais à la famille, même si c'est l'individu qui se l'achète sur fonds propres.

L'âge d'adhésion (18 ans) : une incitation à l'éclatement des familles

Dans certaines sociétés traditionnelles africaines, Dagara tout au moins, on n'est guère majeur à 18 ans, surtout lorsqu'on a le privilège d'avoir toujours en vie père géniteur et surtout oncles paternels. Et le jeune homme de 18 ans qui adhère à un G.V. malgré l'opposition de son père, surtout de son oncle paternel, de son aîné, commet un acte de "désobéissance" grave. En cas de difficulté, il est seul responsable, son acte étant perçu comme une déclaration unilatérale d'indépendance. Aux yeux des 63,63 % d'hostiles à la création des G.V., cette structure incite à la nucléarisation des familles - communautés.

Le taux uniforme de cotisation : une disposition qui fait bafouer des rapports spécifiques séculaires

Nul doute désormais que les rapports qui existaient et existent encore entre aînés et cadets, sont des rapports verticaux acceptés, intériorisés et quasi-rigides. Il peut être loisible aux aînés de les assouplir mais non aux cadets. C'est un droit "naturel" qui reste jusqu'ici indiscuté. Or, dans les G.V. notamment de la période révolutionnaire, le jeune imberbe de 18 ans qui a cotisé les 500 francs au même titre que l'octogénaire à la barbe luxuriante et blanche, n'entend nullement se subordonner à ce dernier, surtout que la révolution, prétendant "libérer" les jeunes et les femmes de l'oeil vigilant des responsables civils, oeil qualifié de carcan tutélaire, a développé dans certains milieux de jeunes une impertinence à peine supportable.

(8) Poda (Augustin) *op cit.* Ces conditions ont été confirmées par les agents A.C.P. (Action Coopérative Paysanne) en juillet 1990 lors d'un entretien.

Les G.V. : une association contre-nature au regard des philosophies sociales des lignages

Dans les milieux traditionnels, dagara notamment, chaque lignage a sa philosophie sociale propre : vision de la terre, rapports spécifiques des lignages avec elle en tant que matière, mais surtout en tant qu'esprit, conception et attitudes particulières liées à tel ou tel outil, aux récoltes, principalement aux primeurs, précautions à prendre avant tout usage etc. Or, face à l'offensive de charme lancée par l'ORD, des G.V. se sont formés tous azimuts sans tenir compte de ces réalités indéniables et inhérentes à la philosophie de chaque lignage. Le résultat est implacable : dans les G.V. des interdits se violent et se neutralisent, les "anciens" ne s'y retrouvent plus. Doit-on encore s'étonner que ces G.V., ignorant des aspects aussi fondamentaux dans leur mise en oeuvre soient massivement désertés ? Un membre d'un G.V. a répondu à cette interrogation sans que la question ne lui soit explicitement posée : "pour que les G.V. fonctionnent bien comme les associations traditionnelles, il aurait fallu qu'ils soient communautaires mais non sociétaires".

CONCLUSION

L'ORD de la Bougouriba a cru en ce qu'il faisait : c'est un mérite. Cette conviction en ses propres entreprises, principalement en la mise en oeuvre des G.V. se démontre par la philosophie de sa stratégie menée en direction de ses partenaires ruraux : déblocage d'importants fonds, promesses, réalisation presque à titre gracieux de forages et pistes dans certaines localités etc., toutes choses qui nous ont fait qualifier cette stratégie "d'offensive de charme". Cependant, cette offensive de charme qui ne prend pas en compte ou qui prend insuffisamment en compte les réalités socio-culturelles des milieux présumés d'implantation des G.V. explique essentiellement selon nous sinon "l'échec", du moins le dysfonctionnement de ces dernières structures. Car le rejet massif du projet de création par les 63,63 % des notables et la rapide "débâcle" constatée au sein de ces G.V. ne prouvent pas le caractère "misonéiste" (SOME, 1986) de cette société, ni un attachement à la tradition, frénateur d'innovations (PODA, 1988). Il nous semble bien qu'il s'agit là d'une exigence d'identité sociale, culturelle, institutionnelle dont il faut tenir compte dans la définition et la mise en oeuvre de toute politique de développement ; exigence qui en est en même temps la condition de succès. De ce point de vue, les réflexions de KITOSA I. Charles traduisent toute l'importance de cette condition : «Si nous essayons d'analyser la portée et l'influence qu'ont les rapports socio-traditionnels sur certains projets locaux de développement du monde rural burkinabè, écrit-il, nous nous apercevons que tout changement ne peut y être efficace qu'à la seule condition de tenir compte de certaines coutumes encore vivaces. Il faut dès lors insister sur le fait que le développement rural n'est pas synonyme d'injection de gros moyens matériels en vue d'afficher des bilans trop probants dont les statistiques et les courbes de productions excédentaires contentent les bailleurs de fonds. L'homme et sa culture, conclut-il, doivent occuper une place de choix dans tout projet de développement» (KITOSA, 1987).

TABLEAU II : Les précipitations dans trois départements échantillon de la province de la Bougouriba. Données pluviométriques obtenues auprès de la météorologie nationale.

ANNEES	DIEBOUGOU		DISSIN		DANO	
	Précipitations mm	Durée en jours	Précipitations mm	Durée en jours	Précipitations mm	Durée en jours
1985	859 mm	70 j	1 089,6 mm	68 j	783,6 mm	60 j
1986	1 166,1 mm	70 j	1 083,7 mm	58 j	1 166,1 mm	64 j
1987	1 050,9 mm	52 j	1 020,8 mm	38 j	897,1 mm	63 j
1989	Néant poste défaillant		1 389,7 mm	57 j	1 018 mm	64 j
1990 ⁷¹	971,7 mm	53 j	31,5 mm	2 j	203 mm	11 j

Ce tableau est destiné à donner une idée des précipitations dans la province de la Bougouriba et de confirmer le privilège «pluviométrique» dont nous parlions dans notre introduction.

TABLEAU III : Vue de la production céréalière à partir d'une campagne repère 1984-1985

Campagnes agricoles	Cultures céréalières	Superf. amblavées (en hect.)	Rendements (respect.) (en hect.)	Production totale (en tonnes)	Par rapport à la campagne de base 1984-1985
1984-1985	Sorgho, mil, maïs, riz	74 475	655,520 450,670	45.057	
1985-1986	-"	79 741	450,24, 1420,1287	66.139	+>
1986-1987	-"	78 014	813,620, 950,900	58.545	+>
1987-1988	-"	116 968	578,517, 1143,1344	69.719	+>
1988-1989	-"	98 568	527,446, 925,1078	54.459	+>
1989-1990	-"	96 348	527,446, 895 1152	54.459	+>
1990-1991	-"	120 000	497,470, 1345,607	68.600	+>

1. Tableau réalisé à partir des données obtenues auprès du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

2. *Légende* : Le signe + signifie que la campagne est «positive», qu'elle n'est pas déficitaire. Le qualificatif de supériorité stricte (>) situe les campagnes par rapport à celle considérée comme campagne-repère 1984-1985. Il traduit les différents excédents céréalières de 1984-1991.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BONNEFOND, P. 1980.- L'étude de la force de travail en milieu rural cahier ORSTOM, Vol. XVII n° 1-2,
- DIARRA, S., 1972.- Les civilisations paysannes face au développement en Afrique Occidentale. Cahiers d'Etudes Africaines, Vol. XII n° 47, (3e cahier)
- COLLETT, A., 1986.- L'autorité dans les communautés rurales africaines au sud du Sahara. Le courrier n° 99 septembre-Octobre.
- GNAMPA, N.- L'organisation sociale du travail agricole dans la Société Traditionnelle Mossi. Mémoire de Maîtrise ès Sciences Juridiques. ESACJ Université du Bénin (Lomé-Togo)
- HAUBERT, M., 1981.- De la tradition communautaire à la modernisation coopérative : Evolution, Greffage, ou Récupération ? Communication au symposium international sur les coopératives traditionnelles et non conventionnelles. Athènes et Ampelakia, 29-31 mai.
- KITOSA, I.C., 1986-1987.- Associations traditionnelles de travail : un pas vers le développement rural auto-géré (exemple des groupements NAAM du Yantenga, Burkina Faso. Mémoire de maîtrise sociologie, université nationale de Côte d'Ivoire.
- KOHLER, J.M., 1971.- Activités agricoles et changements sociaux dans l'ouest-mossi. Mémoire ORSTOM n° 46, Paris.
- PODA, A., 1988.- Les groupements villageois en pays Dagara : les problèmes relatifs à leur création et à leur fonctionnement. Mémoire de maîtrise de sociologie, université nationale de Côte-d'Ivoire.
- REMY, G., 1972.- Les leçons d'un échec : la culture attelée en pays mossi Haute Volta. Cahiers d'études africaines, Vol. 12
- Extrait de la résolution sur le développement rural ACP/CEE le courrier n° 103 mai-juin 1987
- Un colloque de la Fondation Culturelle ACP/CEE : «Identité culturelle et développement intégral». Le courrier n° 103 mai-juin 1987.
- Gauthier de Villers : Domination de la technique et technique de la domination. Politique Africaine n° 18. Edition Karthala.

(71) D'après la Direction de la Météorologie nationale qui nous a fourni ces données, en 1990, les postes de Dissin et de Dano n'ont fonctionné respectivement que 2 et 11 jours.